

Arrêté préfectoral DRE n° 2016-169 du 05 OCT. 2016 mettant en demeure la société RUBIS TERMINAL sise 1 Avenue Philippe Lebon à Villeneuve-la-Garenne, de respecter l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-237 du 20 octobre 2015 imposant des prescriptions complémentaires concernant les mesures à mettre en œuvre dans le cadre de la cessation d'activité, ainsi que le titre IV de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-237 du 20 octobre 2015, en transmettant avant le 30 novembre 2016 un mémoire de réhabilitation.

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**



- Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire et notamment ses L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.512-39-1 à R.512-39-6,
- Vu le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
- Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;
- Vu l'arrêté MCI n° 2016-45 du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
- Vu l'arrêté préfectoral DRE n° 2015-237 du 20 octobre 2015 imposant à la Société RUBIS TERMINAL sise 1 Avenue Philippe Lebon à Villeneuve-la-Garenne, des prescriptions complémentaires concernant les mesures à mettre en œuvre dans le cadre de sa cessation définitive d'activité ;
- Vu la déclaration de cessation d'activité de l'exploitant en date du 15 avril 2015, prenant effet à compter du 31 décembre 2015 ;
- Vu le rapport en date du 7 août 2015 de Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) proposant d'encadrer les opérations de mise en sécurité du site dans le cadre de la cessation d'activité, de mettre à jour les modalités de surveillance des eaux souterraines et de réaliser le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R512-39-3 du code de l'environnement ;
- Vu le récépissé de cessation d'activité délivré le 13 août 2015 ;
- Vu le courrier préfectoral du 1^{er} mars 2016 demandant à l'exploitant, suite à la visite d'inspection du 19 janvier 2016, de procéder à la mise en sécurité du site et de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2015 ;
- Vu le courrier du 1^{er} avril 2016 de l'exploitant qui transmet le mémoire relatif à la mise en sécurité du site conformément au courrier préfectoral précité ;
- Vu le rapport en date du 16 août 2016 de Madame le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la DRIEE faisant état des constats et non-conformités établis lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2016 et proposant qu'un arrêté de mise en demeure soit pris à l'encontre de la société RUBIS TERMINAL ;
- Vu le courrier en date du 16 août 2016 par lequel la société RUBIS TERMINAL a reçu copie du rapport de l'inspection daté du 16 août 2016, a été informée qu'un arrêté de mise en demeure allait être pris à son encontre et qu'elle disposait d'un délai de 7 jours pour présenter d'éventuelles observations ;

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

STANDARD : 01.40.97.20.00 / TÉLÉCOPIE : 01.47.25.21.21 / INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

Vu la réponse de l'exploitant au courrier de la DRIEE du 16 août 2016 qui satisfait à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2015 précité,

Considérant le non-respect du titre IV de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2015, à savoir l'absence de transmission d'un mémoire de réhabilitation,

Considérant le non-respect de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2015, à savoir l'absence d'un état des lieux sur la qualité des eaux souterraines au droit du site et sur les conséquences potentielles sur le champ captant de Villeneuve-la-Garenne,

Considérant que la mise en sécurité du site n'est pas totalement réalisée,

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1 :

La société exploitante RUBIS TERMINAL représentée par Monsieur Alain GOGER, directeur technique, est mise en demeure de respecter l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2015, en transmettant avant le 15 octobre 2016, un état des lieux sur la qualité des eaux souterraines au droit du site et sur les conséquences potentielles sur le champ-captant de Villeneuve-la-Garenne.

Article 2 :

La société exploitante RUBIS TERMINAL est mise en demeure de respecter le titre IV de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2015, en transmettant avant le 30 novembre 2016, un mémoire de réhabilitation.

Article 3 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision :
Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 5 : Mesures de publicité

Une ampliation du présent arrêté sera affichée :

- d'une part de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société RUBIS TERMINAL ;
- d'autre part, à la Mairie de Villeneuve-la-Garenne, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;

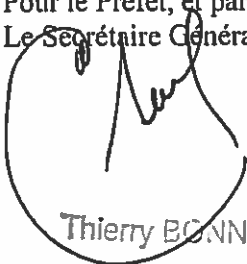
Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 6 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Madame la Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, Monsieur le Maire de Villeneuve-la-Garenne, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 05 OCT. 2016

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général



Thierry BONNIER

